

Le rapport auquel faisait aujourd'hui allusion l'honorable député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles indiquait que nous avons payé par baril de brut 30c de plus que le prix international. Ce n'est pas seulement les gens de l'Ontario mais tous les Canadiens, qu'ils aient utilisé des produits intérieurs ou étrangers, qui ont payé pour la politique nationale. Nous étions prêts à payer parce que nous reconnaissons tous que les provinces productrices de pétrole de l'Ouest avaient besoin d'aide à une époque où elles ne pouvaient trouver de débouchés pour leur pétrole.

● (1730)

J'aimerais dire en passant que, quand nous commençons à parler de restreindre les approvisionnements de pétrole aux États-Unis et que quelqu'un s'exclame: n'est-ce pas terrible! regardez donc ce que nous faisons à nos voisins américains, nous devrions remonter 10 ou 15 ans en arrière à l'époque où nous ne pouvions vendre notre pétrole brut à ce pays. Il n'en voulait pas. Il n'y avait pas eu de tollé au Canada. Le moment viendra peut-être où nous ne pourrions pas vendre aux États-Unis le pétrole produit dans l'Ouest parce que nous devrions satisfaire à notre propre demande. Quand ce moment viendra, qu'on ne parle pas de notre manque d'égards pour nos voisins. Si ce moment vient jamais, nous n'aurons qu'à repenser à la façon dont nous avons été traités quand nous avons cru avoir désespérément besoin de ce marché pour notre pétrole brut.

L'Ontario, et le reste du Canada, je crois, ont accepté de payer des prix plus élevés pour l'essence et pour les autres produits chimiques dérivés du pétrole brut. Les prix plus élevés pour le pétrole ont influé sensiblement sur le rendement de notre industrie pétrochimique, qui est une industrie importante et grandissante. Le rendement de cette industrie au Canada dépend dans une grande mesure du prix du pétrole brut canadien. C'est pourquoi, depuis des années, non seulement le consommateur moyen a-t-il dû payer plus pour son essence, mais toute l'industrie pétrochimique a dû payer plus cher pour ses approvisionnements. Ceux-ci ont été maintenus à des prix plus élevés par un droit de douane qui frappait les approvisionnements importés au Canada. C'est ainsi que nous avons sérieusement désavantagé cette industrie.

Je le répète, à tout prendre, nous devons probablement le faire. La politique nationale du pétrole, en dépit de tous ses défauts, a probablement créé l'occasion qu'il fallait pour accélérer le développement de toute l'industrie. Mais qu'on ne vienne pas nous dire que l'Ontario accable l'Alberta; de telles déclarations viendraient de gens à la mémoire courte. L'Ontario n'est pas sans faute. Les gens de l'Ouest ont beaucoup de griefs contre l'Est; certains d'entre eux sont légitimes, et nous le reconnaissons. Quand les gens de l'Ontario étudient la politique nationale du pétrole, ils devraient tenir compte des griefs des gens de l'Ouest. Ils sont prêts à s'adapter à ces politiques en espérant que cela aidera l'Ouest.

Les revendications des gens de l'Ouest au sujet des droits de douane et des transports sont légitimes et fondées. Permettez-moi de reprendre mon argument. Des solutions adéquates s'imposent dans l'ensemble de ce secteur. Bien entendu, nous ne trouverons pas de solution parce que c'est toute la politique qui est chancelante. Notre pays si riche en matières premières et en ressources naturelles se voit menacé de pénuries d'approvisionnement. C'est incroyable. Nous risquons de devoir payer des prix exorbitants pour des matières dont nous sommes pourvus par suite de décisions arbitraires prises par des

Régie des produits pétroliers

sociétés pétrolières internationales qui agissent de connivence avec une province.

Quand le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles a parlé de l'Ouest, il était assez bien placé pour le faire. Après tout, il a été premier ministre d'une grande province pendant de nombreuses années. Quand il affirme que le pétrole appartient aux Canadiens, je suis certain que ses propos trouveront un écho fidèle dans la grande province de la Saskatchewan. Cette province est riche en pétrole. J'espère que l'attitude de cette dernière est quelque peu différente de celle d'une autre province.

Il faut trouver une solution. Pour cela, il ne suffira pas de dire: «Nous allons nous charger de tout le pétrole, et que l'Alberta aille au diable». J'estime que l'Alberta est en mesure d'étayer sa position sur de bons arguments dont il faudra tenir compte. Il incombe au Parlement de prendre l'initiative à l'égard de ces problèmes sans en laisser le soin à l'Office national de l'énergie. Bien que cet organisme puisse techniquement prendre les décisions au sujet des pipe-lines ou des accords d'exportation dans le cadre de la politique nationale du pétrole actuelle, il ne lui revient pas de revoir, de maintenir ou d'élaborer la nouvelle politique dont le pays a besoin.

Quel peut être le rôle du gouvernement fédéral dans ce domaine? D'abord, il peut affirmer sans équivoque que les questions d'énergie et de transport sont tellement essentielles au Canada qu'elles doivent relever de la compétence fédérale et que seul le gouvernement fédéral est en mesure d'établir les priorités nationales. Cela nous l'avons déjà fait. A moins que nous ne soyons assurés des approvisionnements et des coûts de nos sources d'énergie, nous ne pourrions surmonter certains des désavantages propres à notre pays en ce qui concerne la création d'emplois. Nous avons mis au point un système national de transport pour résoudre le même dilemme et le même problème. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une politique nationale du pétrole, du gaz et de l'énergie en général. Nous devons faire certains compromis; nous devons conclure certains accords avec les provinces pour rendre la chose acceptable.

Quel genre de choses pouvons-nous faire dans ce domaine? Je trouve difficile à comprendre pourquoi, avec tout le pétrole et le gaz naturel que nous avons dans l'Ouest, la population intelligente que nous avons et les fonds qui sont à notre disposition, il nous faut raffiner notre pétrole en Ontario ou vendre aux États-Unis du pétrole brut qui est raffiné là-bas. Si les provinces de l'Ouest y étaient prêtes, il serait très souhaitable que le pétrole soit raffiné sur place afin de développer l'industrie du raffinage dans l'Ouest.

Je parle non seulement de la transformation du mazout en essence, mais aussi de la création de stocks d'alimentation. Nous avons besoin de stocks d'alimentation pour notre industrie chimique. Il faudrait construire dans l'Ouest des usines d'importance mondiale. Si nous voulons vendre notre pétrole ou notre gaz à l'échelle internationale, pourquoi ne pas le vendre sous une forme plus raffinée au lieu de nous contenter d'expédier des barils de pétrole brut? Pourquoi nous contenter des solutions les plus simplistes? Je pense donc qu'il serait possible d'élaborer une politique propre à satisfaire l'Ouest. C'est certainement quelque chose dont nous devrions discuter avec cette province.

Il y a également un autre aspect à considérer. De toute évidence, Terre-Neuve désire se lancer dans le raffinage. Nous devons examiner la question des relations du Québec avec l'industrie du raffinage. On pourrait déterminer la capacité des raffineries. Il faudrait que le fédéral super-